

a caractérisé plusieurs discours sur la situation du logement un peu m'a déçu. Les sources d'où émane une bonne partie de ces critiques me déçoivent encore davantage.

Les honorables députés en général ont dû trouvé décevant, voir même pitoyable, qu'à la suite de la plupart des critiques on n'ait exprimé à peu près aucune idée pratique, féconde en résultats. Je dois citer, à titre d'exceptions remarquables, l'honorable député qui vient de reprendre son siège (M. Timmins) et l'honorable représentant de Lethbridge (M. Blackmore). Combien d'honorables députés ont même osé déclarer ce qu'ils auraient fait, s'ils avaient été ministre de la Reconstruction au cours des quelques dernières années?

C'est cette partialité, cette mesquinerie, dois-je dire, qui m'incite à élever la voix pour seconder les efforts d'un ministre qui, pendant les années sombres de la guerre, presque au sacrifice de sa vie, et jusqu'à ce moment même, a consacré toutes ses énergies afin de favoriser et de sauvegarder les intérêts des Canadiens. Il ne faut pas oublier que le ministre de la Reconstruction a mené à bonne fin des entreprises absolument étonnantes; aucun autre Canadien, je suis prêt à l'avouer, n'aurait pu surpasser ses états de service et très peu auraient pu les égaler. Je ne saurais laisser passer sans protester certaines observations injustes au sujet de son travail et de celui des fidèles fonctionnaires de son ministère.

Durant la guerre, tous le savent, la construction de maisons d'habitation a été presque nulle. Faute de matériaux, on a négligé l'entretien des maisons déjà construites. On n'a bâti que ces immenses immeubles érigés avec une hâte fébrile dans tout le Canada à des fins militaires, soit pour l'instruction, soit pour l'administration. Nous ne nous intéressions guère alors à la construction de maisons, et songions plutôt à conserver celles que nous avions déjà en gagnant la guerre et en assurant à cette fin à nos troupes les vivres et les armements.

À la fin des hostilités, notre première préoccupation a été de ramener parmi les leurs ceux que la tourmente avait épargnés. Chacun s'est rendu compte de la difficulté du problème par suite du manque de navires. Chacun se rend compte également du temps requis pour la conversion des usines de guerre en moyens de production pour le temps de paix.

À maintes reprises au cours du débat, on a fait mention du rapport Curtis dans lequel on a tenté de fixer un objectif pour la construction d'après-guerre. Je me demande combien de ceux qui ont concouru à la rédaction de ce rapport étaient de véritables constructeurs, et

combien n'avaient de ces problèmes qu'une expérience purement théorique. Certes, tous étaient animés des meilleurs sentiments, mais se rendaient-ils compte en 1943 quelles modifications profondes subirait notre économie dans l'après-guerre? C'est à cause de ces modifications, absolument et fatalement imprévues, que le rapport Curtis, à mon sens, date et ne peut plus être tenu comme faisant autorité.

Mais faisons abstraction du rapport Curtis. Voici la situation dans laquelle nous nous trouvions à la fin de la guerre. Il n'existait pas de réserve de matériaux de construction où nous aurions pu puiser rien du tout. Il a donc fallu trouver les hommes disposés à aller dans les chantiers d'exploitation forestière pour y abattre les arbres, d'autres, en bon nombre de cas, pour transporter ce bois au moulin. Il a fallu trouver des mineurs pour extraire le charbon ou le minerai, des ouvriers pour les usines de ciment, des carriers.

Néanmoins on croirait, en écoutant certains critiques,—d'une naïveté qui est parfois voulue,—que le soir où ont cessé des hostilités, le ministre pouvait appuyer sur un bouton magique, et que ce simple geste suffisait à créer, dès le lendemain matin, des réserves de bois, d'acier, de clous même, en somme des stocks illimités de tous les matériaux dans chaque parc à bois, dans chaque quincaillerie du pays. Hélas! il n'y avait pas de bouton magique, mais une abondance de dures réalités auxquelles a dû se mesurer le ministre à ce moment là.

Le rapport Curtis fixait un objectif comportant la construction de 750,000 habitations en une période de dix ans, c'est-à-dire depuis le 1er septembre 1945, date de la cessation des hostilités, jusqu'au 1er septembre 1955. Au prorata, le chiffre aurait été de 187,500 pour les deux années et demie écoulées jusqu'au 1er mars 1948. Tel était l'objectif fixé. L'a-t-on atteint? On se rappelle sans doute que le ministre a déclaré ici il y a une dizaine de jours que pendant la période initiale de deux ans et demi, environ 200,000 habitations ont été terminées et environ 40,000 presque achevées. Qu'on le note bien, ce résultat a été obtenu malgré les retards inévitables survenus au début, et dont j'ai parlé.

Cela étant, sur quel point portent les critiques? Blâme-t-on le ministre d'avoir dépassé l'objectif mentionné dans le rapport Curtis? On pourrait le croire. Se fondant sur certains discours que nous avons entendus, on peut s'imaginer les critiques amères qui lui auraient été adressées s'il était resté en deça de l'objectif du rapport Curtis. Au prorata, ce rapport proposait la construction de 375,000 habitations au cours de la période de cinq années se terminant le 1er septembre 1950. Le minis-

[M. Matthews (Brandon).]